CONSEIL GÉNÉRAL DU P. O. B.

LES INTELLECTUELS

ET LE

Parti Ouvrier Belge



BRUXELLES
IMPRIMERIE COOPÉRATIVE LUCIFER
Place de la Chapelle, 8

1926

LES INTELLECTUELS

et le

Parti Ouvrier Belge

CONSEIL GÉNÉRAL DU P. O. B.

LES INTELLECTUELS ET LE Parti Ouvrier Belge



BRUXELLES
IMPRIMERIE COOPÉRATIVE LUCIFER
Place de la Chapelle, 8

1926





Avant-propos.



EPUIS qu'il existe, le Parti Ouvrier Belge n'a cessé de proclamer qu'il entendait être le Parti du Travail, *dans l'acceptation la plus large de ce terme.*

De tout temps, il a affirmé sa volonté de réunir en une seule armée tous les travailleurs, quels qu'ils fussent, tous ceux qui font du travail le but de leur vie et qui en tirent leurs moyens d'existence.

Jamais il n'a établi de différence entre le travail intellectuel et manuel. Le plus simple ouvrage des mains et les formes les plus élevées du travail intellectuel, lui semblèrent tendre vers un même but, celui d'enrichir et d'embellir le patrimoine de l'humanité.

Longtemps cependant, l'immense majorité de ceux que nous appelons les « travailleurs intellectuels » se tinrent éloignés du Parti Ouvrier.

Ils étaient indifférents ou hostiles.

Consciemment ou inconsciemment, ils renforçaient les

rangs des privilégiés, qui voyaient dans le socialisme un danger redoutable pour la société qu'ils avaient édifiée, qu'ils trouvaient conforme à leur idéal et qu'ils voulaient conserver à tout prix, tout changement devant aboutir à un amoindrissement de leurs privilèges.

Lentement, on constata des modifications dans l'attitude des travailleurs intellectuels.

Ces modifications coïncidèrent, après la guerre, avec la création, à la Maison du Peuple de Bruxelles, d'un groupement universitaire qui réunit bientôt des hommes de science dont s'enorgueillit la nation et dont la renommée a depuis longtemps franchi les frontières de notre pays.

Quelques années après, la constitution d'une « Section d'Art du Parti Ouvrier », rapidement florissante, montra que notre Parti pouvait compter sur l'adhésion d'artistes et d'esthètes nombreux et notoires.

Le Parti Ouvrier entend encourager cette adhésion de l'élite intellectuelle de la nation. Elle correspond à la compréhension de son rôle, qui est de réunir en un vaste faisceau toutes les forces du Travail.

Malheureusement, ses initiatives ne se heurtent que trop souvent à d'anciens préjugés, souvent ancrés bien profondément, et à de vieilles préventions contre l'organisation ouvrière, surtout contre l'organisation syndicale.

Le but du présent livre est de contribuer à écarter ces entraves à la collaboration des travailleurs des mains et du cerveau, et d'éclairer les intellectuels sur l'histoire, les réalisations et les buts du Parti Ouvrier

Le livre comprend deux parties : l'une plutôt théorique, est constituée par un discours du citoyen Vandervelde, prononcé récemment à l'Académie de Belgique ; l'autre partie passe en revue ce que nous appelons « les œuvres ouvriè-

res », le résultat de la mise en pratique des théories du Parti Ouvrier. Elle est illustrée de vues appropriées de quelques-unes de nos œuvres.

En présentant ce livre, nous tenons à rendre hommage aux deux auteurs : le citoyen Vandervelde, Ministre des Affaires Etrangères, notre « Patron » vénéré, et le citoyen P.-H. Spaak, un jeune intellectuel de grand avenir, digne de l'illustre Paul Janson, dont il est le petit-fils.

Nous souhaitons vivement que le livre puisse répondre à ce que nous en attendons et aider à rapprocher ceux qui sont appelés à édifier la Société de demain : les travailleurs intellectuels et manuels!

Jos. VAN ROOSBROECK,
Secrétaire Général du P. O. B.





LE SOCIALISME EN EUROPE
depuis dix ans

par EMILE VANDERVELDE, membre de l'Académie

LE socialisme est la politique ou la théorie qui tend à assurer par l'action d'une autorité démocratique centrale, une meilleure distribution et, par là, une meilleure production des richesses, que celle qui prévaut actuellement. »

Cette définition du socialisme, que nous empruntons à l'*Encyclopœdia Britanica,* prête à la double critique d'être trop étroite et trop vague. Elle exclut de la communauté socialiste des anarchistes comme Elysée Reclus ou Kropotkine, qui se sont toujours réclamés du socialisme, mais qui n'étaient pas centralistes. Elle laisse en marge, également, les *bolchevistes,* dont la dictature de minorité est la négation même de la démocratie. D'autre part, elle paraît bien vague quand on la confronte avec les déclarations de principes de tous les partis social-démocrates, qui, suivant une formule procédant de Karl Marx, poursuivent la *conquête du pouvoir politique par les travailleurs* et la *socialisation des moyens de production et d'échange.*

Néanmoins, la définition de l'*Encyclopédie Britannique* présent l'avantage de s'appliquer exactement à tous les partis et organisations ouvrières qui, avant la guerre mondiale, se trouvaient groupés dans ce que l'on a appelé, depuis, la IIe Internationale. A cette époque, en effet, les bolchevistes russes se déclaraient encore social-démocrates. Ils faisaient partie de l'Internationale. Ils s'y rencontraient avec des trade-unionistes anglais, gens très modérés, qui n'étaient pas socialistes, au sens marxiste du mot, mais qui admettaient la nécessité, pour les travailleurs, d'une action politique de classes et dont les tendances sociales correspondaient, assez exactement, à la définition donnée plus haut.

Nous avons sous les yeux, en écrivant ces lignes, l'album commémoratif préparé par les socialistes d'Autriche, en vue du Xe Congrès de l'Internationale. On sait que ce Congrès devait se tenir à Vienne, au mois d'août 1914. Quelques exemplaires étaient sortis des presses de l'*Arbeiter Zeitung* lorsque la guerre éclata. Ils furent remis, dix ans après, aux membres du Bureau socialiste international (B. S. I.), lorsque celui-ci se réunit dans l'ancienne capitale des Habsbourg, en juin 1924.

Cet album contient, notamment, en une série de médaillons, le portrait des soixante-six membres du B. S. I. qui siégeaient, avant la guerre, à la Maison du Peuple de Bruxelles. Lenine n'y figure point, bien qu'il ait fait partie du B. S .I. pendant de longues années. Mais on y trouve Rosa Luxembourg, Racowsky, aujourd'hui ambassadeur des Soviets à Londres, à côté de Daniel de Léon, délégué américain, de Jaurès, d'Ebert, le futur président du Reich, de Stauning, de Branting, de Mac-Donald, qui ont été, depuis lors, premiers ministres de Danemark, de la Suède et de la Grande-Bretagne. On y voit aussi, mais assez rares, des délégués des Trade-Unions.

A ce moment donc, au point de vue international, l'unité ouvrière et socialiste, en Europe, était complète. La guerre vint tout changer. De 1914 à 1918, les socialistes de France, d'Angleterre, de Belgique, se placèrent, en très grande majorité, sur le terrain de la défense nationale. Les Italiens, sauf le groupe de Mussolini, alors socialiste d'extrême gauche, se déclarèrent neutralistes. Les Russes, après la chute du Tsarisme, furent

« social-patriotes » avec Kerensky, défaitistes avec Lenine. En Autriche, et surtout en Allemagne, la Social-démocratie vota, d'abord, les crédits de guerre. Mais, bientôt, les éléments radicaux se détachèrent. Pendant que les « majoritaires » essayaient vainement, à la conférence de Stockholm, de reprendre contact avec les socialistes belges et français, les « socialistes indépendants » allaient en Suisse, à Kienthal et à Zimmerwald. Ils s'y rencontrèrent avec quelques groupes extrémistes des pays de l'Entente, partisans comme eux d'une paix immédiate, « sans indemnités ni annexions ». Bref, au choc des événements, l'unité internationale en 1914, assez superficielle, en somme, se trouva virtuellement rompue. Au lendemain de l'armistice, tandis que la révolution grondait dans la moitié de l'Europe, et que, partout, se produisaient des poussées socialistes, la dislocation de l'Internationale fut un fait accompli.

Les bolchevistes, qui se croyaient déjà maîtres du monde, déclarèrent que la IIe Internationale était morte : ils fondèrent la IIIe Internationale, bientôt appelée l'*Internationale communiste*. D'autre part, sous la pression des nécessités économiques impérieuses, les organisations ouvrières des divers pays créèrent, à Amsterdam, en 1919, l'*Internationale syndicale (International Federation of Trade Unions)*, qui compta, un moment donné, 23 millions d'affiliés (il en reste 16 millions aujourd'hui), et, pendant quelque temps, l'*American Federation of Labour*, de Samuel Gompers, voisina avec la C. G. T. (Confédération Générale du Travail) française et avec les *Freie Gewerkschaften* allemandes. Mais, dans l'ordre politique, l'Internationale se trouva divisée en trois tronçons : la IIIe Internationale, à Moscou; la IIe, où les « majoritaires » allemands et le *Labour Party* britannique formaient les gros bataillons à Londres; enfin, et entre les deux, à Vienne, l'*International Working Union of Socialist Parties*, que l'on appela l'Internationale II 1/2, et qui se proposait pour but de refaire, plus vivante et plus efficace, l'Internationale d'avant-guerre.

Une tentative de rapprochement, faite à Berlin, en avril 1922, par une *joint-conference* des trois Comités exécutifs, aboutit à un échec complet, et, depuis lors, l'Internationale communiste ne cessa d'accentuer la violence de son opposition à la domina-

tion socialiste. Par contre, entre Vienne et Londres, les points de différence allèrent en s'atténuant. Déjà, en 1921 et en 1922, les socialistes de France, d'Angleterre, d'Allemagne, d'Italie, de Belgique, qui adhéraient, les uns à l'Union de Vienne, les autres à la IIe Internationale, s'étaient réunis à Paris, puis à Francfort, et, de commun accord, avaient adopté les résolutions devenues fameuses sous le nom de résolutions de Francfort : anticipant sur le plan Dawes, elles demandaient la réduction de la dette allemande à un taux raisonnable, mais elles réclamaient, en outre, la fin des occupations militaires et l'annulation des dettes interalliées.

Dès le mois de décembre de la même année, on s'entendit pour convoquer à Hambourg le Congrès socialiste international, où, à l'exclusion des communistes, l'Internationale fut reconstituée (27 mai 1923).

Il fallut, à cette occasion, définir les conditions auxquelles des partis ou des groupes pourraient être admis dans l'Internationale.

L'accord se fit aisément sur un texte franco-allemand qui, empruntant sa terminologie un peu lourde au vocabulaire marxiste, faisait appel à « ceux qui reconnaissent dans le remplacement du mode de production capitaliste par le mode de production socialiste le but, et dans la *lutte des classes* qui se manifeste dans l'action politique et économique, le moyen d'émancipation de la classe ouvrière ». Mais lorsqu'il s'agit de traduire ce texte en anglais, les délégués britanniques soulevèrent une difficulté. Ils objectèrent que les mots « lutte des classes », qui sont, sur le continent, la pierre de touche du socialisme, n'étaient pas d'usage courant en Angleterre; que les extrémistes qui, seuls, se servaient de cette expression, disaient non pas *class struggle,* mais *class war;* que, dans ces conditions, mieux valait traduire la même idée par une périphrase. Celle-ci, par exemple : « *independent political and industrial action of the workers organisation* ». Et ainsi fut fait. Le texte franco-allemand fut maintenu : c'était indispensable, sous peine de l'émasculer. Mais on admit, pour la consonnation anglaise, une traduction libre.

Nous avons rapporté ce petit incident, parce qu'il ne laisse pas d'être instructif. Il montre, en effet, que malgré la commu-

nauté des buts, et, en somme, l'unité de tactique, les travaillistes anglais et les socialistes continentaux ne parlent pas tout à fait le même langage. Or, ces différences dans la terminologie extériorisent des différences plus profondes, qui tiennent à la diversité des milieux de formation et de développement du socialisme contemporain.

Qu'on veuille relire, par exemple, des livres d'avant-guerre, tels que les *Etudes socialistes,* de Jean Jaurès; *Socialism and Society,* de Ramsay Mac-Donald; *Das Erfurter Programm,* de Karl Kautsky. On verra combien le socialisme de Jaurès, tout imprégné de l'esprit de la Révolution française, et, plus encore, le socialisme de Mac-Donald, qui cherche ses inspirations dans l'idéalisme pacifique et fraternitaire du christianisme, se différencient du socialisme plus « matérialiste », plus « économique » des marxistes allemands.

Depuis la guerre, cependant, ces différences se sont atténuées, même au point de vue théorique. Une sorte d'amalgame doctrinal s'est produit entre les divers partis nationaux : le socialisme allemand est devenu moins doctrinaire; le socialisme français, sous l'influence des Guesdistes, s'est rapproché du marxisme; le socialisme de l'I. L. P. *(Independent Labour Party)* a fait la conquête à peu près intégrale du monde travailliste anglais. Il n'y a plus seulement, entre les partis qui se réclament de la démocratie socialiste, unité internationale d'organisation, mais, dans une mesure *croissante,* unité de programme. Bref, les quelque vingt millions d'hommes ou de femmes qui, dans le courant de 1924, en France, en Italie, en Allemagne, en Angleterre, dans les pays scandinaves, votèrent pour les socialistes, ont tous, avec une conscience plus ou moins claire, adhéré à une doctrine commune, qui trouve son expression la plus saisissante dans le *Manifeste communiste* et les autres œuvres de Karl Marx.

En 1878, déjà, Frédéric Engels attribuait à Marx, son *Fidus Achates,* le mérite principal des deux « grandes découvertes » qui, d'après lui, avaient fait du socialisme une science : le *matérialisme historique,* ou, si l'on préfère, l'interprétation économique de l'histoire, et la *plus-value,* c'est-à-dire le surplus de valeur, la somme de travail non payé, que le capitaliste s'approprie, lorsqu'il met en œuvre la force de travail des salariés.

Ces idées, qu'à l'origine, les uns représentaient comme des découvertes, les autres comme des paradoxes ou des sophismes, sont devenues, en quelques années, des lieux communs de la propagande et de l'action socialiste. N'eussent-ils jamais lu une seule ligne de Marx, il n'est pas un houilleur travailliste du Yorkshire, un métallurgiste socialiste du Creusot, un prolétaire des mines de soufre en Sicile, des tissages en Pologne, des salines du Salzkammergut, des fabriques de tabac de Serrès ou de Philippopoli, qui ne se rencontre avec les social-démocrates de la Ruhr ou de la Sarre, pour admettre une série de formules, d'origine marxiste, qui constituent le fonds commun de tous les partis affiliés à l'Internationale : les luttes politiques se ramènent, en dernière analyse, à la lutte de classe; ces luttes augmentent de gravité et d'ampleur, à mesure que les capitaux se concentrent et que, par conséquent, l'exploitation des travailleurs se développe; pour mettre fin à cette exploitation, il faut socialiser la propriété capitaliste, c'est-à-dire la propriété divorcée du travail; à cette fin, les partis socialistes ou travaillistes poursuivent un double but : la conquête du pouvoir politique et l'appropriation collective des moyens de production et d'échange.

A cette formidable diffusion, dans les masses profondes, de la pensée de Marx, les *social-reformers,* qui veulent amender le capitalisme, pour mieux le conserver, opposent, il est vrai, une prétendue faillite du marxisme, que les Menger, les Boehm, les Bawerk et autres « socialisants » d'avant-guerre, auraient définitivement réfutée. Vainement leur répond-on que, dans l'Europe d'après-guerre, les idées de Marx sur l'importance décisive des facteurs économiques, ainsi que sur la concentration capitaliste, l'effondrement des classes moyennes, l'opposition des partis bourgeois et des partis travaillistes ou prolétariens, ont trouvé dans les faits une confirmation éclatante. Ils proclament que la science économique a définitivement condamné la théorie marxiste de la plus-value, que, dès lors, tout le reste de l'édifice s'écroule, bref, que le socialisme, s'il veut vivre, doit chercher d'autres fondements.

Dans cette littérature antimarxiste d'après-guerre, il faut accorder une mention spéciale à des livres tels que *The revival of Marxisme,* de Nicholson, ou *Les fondements du Socialisme,*

d'Aftalion. Ils se distinguent en beaucoup d'autres, par une connaissance réelle des doctrines dont ils font la critique.

Peut-être, pour des lecteurs anglais et américains, le petit livre de Nicholson est-il le mieux fait pour se rendre compte, à la fois, de ce qu'est, sous sa forme actuelle, le socialisme marxiste et des arguments que l'on croit pouvoir lui opposer. Mais c'est chez Aftalion que nous trouvons, en somme, la critique la plus serrée et la plus impressionnante du marxisme et spécialement de cette théorie de la plus-value qui se trouve, implicitement ou explicitement, à la base de toutes les revendications socialistes.

Or, dit M. Aftalion, « quelque incontestable que soit la force révolutionnaire de la théorie de la plus-value, son insuffisance doctrinale apparaît aujourd'hui comme notoire. Elle est incapable de se rendre compte de ce fait d'observation très simple que dans chacune des entreprises particulières, le profit tend à se proportionner au montant du capital engagé, nullement à l'importance du personnel ouvrier, nullement, par suite, à la somme de *surtravail* qu'impliquerait la théorie marxiste. L'effort désespéré de Marx, dans le IIIe volume de son *Capital*, pour concilier sa doctrine avec les faits, quand il la déclare exacte seulement pour l'ensemble de la production, pour l'ensemble du revenu capitaliste d'un pays, n'est pas loin de signifier qu'il en abandonne les éléments essentiels ».

Ce n'est pas le lieu, dans cet article qui a le caractère d'un exposé, d'ouvrir à ce sujet une discussion approfondie. En réalité, Marx n'a pu attendre la publication de son troisième volume pour faire la différence entre la valeur et le prix, la plus-value et le profit. Rodbertes, d'ailleurs, parmi bien d'autres, l'avait faite avant lui, dans ce passage, très caractéristique, que nous empruntons à M. Aftalion lui-même :

« En vertu de la concurrence, — dit-il — les profits doivent être égaux..., le principe que la valeur de produit est égale au travail qu'il coûte est mis en défaut par l'effort de la loi de l'uniformité des profits... Il suffit, selon moi, que le produit social, pris dans son ensemble, ait une valeur mesurée uniquement par le travail nécessaire à la production, pour fournir toutes nos rentes actuelles, rentes foncières et rentes de capital. »

C'est dans le même esprit que Marx compare la société ac-

tuelle à une gigantesque société anonyme, à un *trust*, où la somme des profits égale la plus-value produite par l'ensemble des travailleurs; et cette plus-value, transformée, se répartit entre les divers copartageants, sous forme de rentes, d'intérêts et de profits.

Or, ainsi comprise, la plus-value, que Rodbertes appela *rente*, ou Menger, *revenu sans travail*, ne nous paraît pas différer essentiellement en ce que, dans la suite de ses études, M. Aftalion appelle le *surplus social*. Voici, d'ailleurs, dans quels termes il formule cette « théorie du surplus social ou de la spoliation par exclusion » :

« Les doctrines modernes — dit-il — prouvent que le revenu capitaliste n'est pas une exploitation; que, dans le revenu total, une partie de la valeur créée est effectivement imputable à la terre et au capital. Mais il reste que cette part de valeur, à laquelle correspond le revenu capitaliste, n'est due présentement à l'action individuelle d'aucun individu. Tout ce à quoi conduit la théorie de la distribution, c'est à admettre qu'à côté du travail, ce que la nature nous donne gratuitement et ce qui a été accumulé par le long labeur des siècles, participent à la valeur créée. Il y a là un surplus de valeur; il y a là comme un trésor, dont les richesses viennent se joindre à ce qui est dû au travail actuel des hommes. Mais pourquoi le bénéfice en serait-il réservé à certains privilégiés, puisqu'ils n'en sont pas les auteurs? Ce que la nature nous offre, ce que l'effort des siècles a constitué devrait appartenir à tous. Le surplus capitaliste devrait être social. Son appropriation par quelques-uns est illégitime et spolie par exclusion les autres membres de la société. »

M. Aftalion, il est vrai, apporte à la reconnaissance de ce fait beaucoup de réserves et de correctifs.

Il y est revenu, après la publication de son livre, dans une série de thèses qui ont été discutées par la Société française de philosophie, dans sa séance du 28 février 1924 (1).

---

(1) Voir *Bulletin de la Société française de philosophie*. Paris, Colin, 1924, n° 1.

Même après sa reconstitution des fondements du socialisme sur de nouvelles bases, l'équité du socialisme ne lui paraît pas certaine à cause des dangers que présente son application. Danger d'une moindre productivité et d'une réduction de bien-être des non-possédants. Danger surtout d'un arrêt des épargnes et d'une dilapidation du capital anciennement constitué. Pour M. Aftalion, ce capital étant indispensable au bien-être des générations futures, sa destruction partielle au profit d'une génération serait une iniquité plus grave sans doute que celle dont la propriété privée est la source et doit conduire à condamner le socialisme au nom de la justice.

On voit tout de suite que ces considérations finales portent sur des points de fait, absolument étrangers au problème des fondements théoriques du socialisme.

Certes, indépendamment de toute considération de justice, le socialisme serait condamné le jour où il serait établi que l'appropriation collective des moyens diminuerait la production sociale et entraînerait la dilapidation du capital anciennement constitué.

Mais c'est ce qui resterait à démontrer, autrement que par des raisonnements *a priori*, et, d'autre part, toute la littérature socialiste, marxiste ou autre, tend à établir, au contraire, que, tant au point de vue de la capitalisation que du rendement social, le régime socialiste l'emporterait sur le régime actuel.

Au surplus, les réserves et les correctifs de M. Aftalion peuvent fournir des arguments — et il semble d'ailleurs que ce soit leur but principal — en faveur du maintien en possession de certaines catégories de propriétaires, ou contre l'expropriation brusque, sans indemnité, par la violence, d'autres catégories.

La distinction qu'il prétend établir entre sa théorie de la spoliation par exclusion et la théorie marxiste de la plus-value, peuvent intéresser ses collègues de la Société française de philosophie.

Mais il est bien douteux que ses arguments soient de nature à faire impression sur les travailleurs, en nombre croissant, qui subissent l'empire du capitalisme. On peut justifier, historiquement, la propriété individuelle, aussi longtemps qu'elle reste associée au travail. On ne justifiera pas — et M. Aftalion le re-

connaît en somme — le tribut que lèvent sur le travail actuel, sur le travail vivant, ceux qui monopolisent le sol, le sous-sol, dons gratuits de la nature, ainsi que les produits du travail passé, du travail mort, fourni par les générations antérieures. Au fond de toutes les doctrines socialistes, il y a cette idée de simple justice qui se trouve déjà chez saint Paul, et que les Soviets ont inscrite en tête de leur Constitution : « Celui qui ne travaille pas, ne doit pas avoir à manger. » Or, pour qu'il n'en soit pas ainsi, chez des sociétés où les capitaux se concentrent, comme les nôtres, il est indispensable de socialiser les branches fondamentales de l'activité et de substituer à la souveraineté du capital sur les travailleurs, la souveraineté des travailleurs sur le capital.

Quels ont été, depuis dix ans, les résultats obtenus par les organisations ouvrières et les partis du travail, dans cette double direction, c'est ce qui nous restera à exposer.

Du point de vue de la socialisation d'abord, les « expropriations sauvages », que l'on a tentées en Bavière, en Hongrie et dans d'autres pays où il y a eu des insurrections prolétariennes, n'ont abouti qu'à de sanglantes réactions. Par contre, la Révolution russe n'a pas eu seulement ce résultat, essentiel pour l'avenir, d'extirper le tsarisme jusqu'aux dernières racines et de faire passer aux mains des paysans les propriétés de la Couronne, de la noblesse et du clergé. Elle a laissé, en outre, aux mains de l'Etat soviétique, la propriété collective des industries et des immeubles urbains :

« De cette façon, — dit un écrivain communiste, le professeur Varga — la Russie est arrivée aujourd'hui à un point que les social-démocrates se plaisent à désigner dans leur programme comme le point de départ de la transformation sociale. L'Etat prolétarien reste en possession des branches de l'économie « mûres » pour la socialisation : les mines, l'industrie lourde, les grandes exploitations en général, les moyens de transport, les finances et le commerce extérieur. »

Qu'adviendra-t-il de ce domaine collectif, dont l'acquisition révolutionnaire, en somme, paraît avoir été plus onéreuse que ne l'eût été l'indemnisation des capitalistes? Quelles sont les

transformations sociales ultérieures qui s'opéreront sur cette base? Questions auxquelles il serait prématuré de vouloir répondre. L'expérience est en cours. Il importera de la suivre objectivement, sans idées préconçues, en se tenant à égale distance de l'optimisme systématique des trades-unionistes anglais qui viennent de passer quelques jours en Russie et du parti pris aveugle de ceux qui cherchent des arguments contre le socialisme dans les mécomptes du *capitalisme d'Etat* instauré par Lénine dans des conditions particulièrement défavorables, en pleine guerre et en pleine défaite, au milieu du plus grand désarroi économique.

Si nous passons, maintenant, aux pays qui n'ont pas été secoués par des convulsions révolutionnaires, c'est un fait que, depuis la guerre, il y a eu plutôt recul que progrès de l'étatisme c'est-à-dire de l'exploitation directe par l'Etat, l'Etat-Gouvernement, de certaines industries ou de certains services. Mussolini a *désétatisé* les chemins de fer italiens; la majorité du Bloc national français avait, avant les élections de mai 1924, décidé la suppression du monopole des allumettes. Partout s'élèvent des plaintes contre l'organisation défectueuse des « régies bureaucratiques ». On peut, dans une large mesure, appliquer à la plupart d'entre elles, ce que Delemere, dans son livre, sur le *Bilan de l'Etatisme,* dit de l'administration, en France, des postes, télégraphes et téléphones : « Les P. T. T. sont sortis de la guerre dans le profond désordre technique et financier. Leur fragile constitution n'a pu résister à l'épreuve; et la crise est générale, affecte, à la fois, les postes et télégraphes, atteint son comble dans les téléphones. »

Mais si l'étatisme recule, la socialisation gagne, sous des formes nouvelles. On substitue aux régies bureaucratiques des régies autonomes. On crée, comme en Allemagne, dans les principales branches de l'industrie lourde, des cartels obligatoires, sous le contrôle de l'Etat, avec une représentation des ouvriers, dans les conseils d'usine et des « parlements » du charbon, de l'acier, de la potasse, où sont représentés, à la fois, les patrons, les salariés et les consommateurs. On développe, surtout, des *économies mixtes,* auxquelles participent, à la fois, dans des proportions diverses, le capital des pouvoirs publics et des capi-

taux privés. C'est sous cette forme, par exemple, que s'opère, en ce moment, la centralisation de toutes les forces hydrauliques de la Bavière. Et, de même, en Belgique, on a vu surgir, dans ces dernières années, toute une floraison d'entreprises mixtes, — dites Sociétés nationales — dont l'Etat conserve le contrôle, avec la majorité des actions, mais auxquelles participent également des particuliers ou des municipalités. Il en est ainsi, notamment, pour l'exploitation des chemins de fer à voie étroite, l'intercommunale des eaux, la construction d'habitations à bon marché, la distribution de l'énergie électrique, la régie industrialisée de la navigation du Congo et, d'une manière générale, la mise à fruit de tout le domaine minier de la colonie belge, exploité par des sociétés dans lesquelles l'Etat possède toujours la moitié des actions.

A peine est-il besoin d'ajouter, au surplus, que dans ces « Sociétés nationales » l'esprit capitaliste continue à dominer; que leurs méthodes d'exploitation ne diffèrent pas, ou guère, de celles de l'industrie privée; que les ouvriers ne participent pas, ou ne participent que dans une infime mesure, à la gestion de l'entreprise. Pour qu'il en soit autrement, pour qu'il puisse être question d'autre chose que de créer quelques régies nouvelles. de débureaucratiser les régies existantes, de faire à la collectivité sa part dans certaines entreprises privées, une condition préalable est à imposer à la conquête de l'Etat, des pouvoirs publics, par les travailleurs.

En somme, les progrès ultérieurs de la socialisation dépendent, dans une large mesure, des progrès de la classe ouvrière dans l'ordre politique; et ces progrès sont, eux-mêmes, fonction du développement industriel, de la croissance du prolétariat, de la conscience et de l'organisation de la classe des travailleurs.

Or, à ce point de vue, il n'est pas douteux que la guerre ait donné une impulsion décisive aux tendances préexistantes et ouvert largement les voies à la conquête socialiste du pouvoir. Quelques mois avant la catastrophe de 1914, Jaurès, qui avait au plus haut degré le sens prophétique, disait, dans un appel aux socialistes allemands : « D'une guerre européenne peut jaillir la révolution, et les classes dirigeantes feront bien d'y songer; mais il en peut sortir aussi, pour une longue période, des crises de

contre-révolution, de réaction furieuse, de nationalisme, de dictature étouffante, de militarisme monstrueux, une longue chaîne de violences rétrogrades et de haines basses, des représailles et des servitudes. » Toutes les crises de contre-révolution prévues par Jaurès, l'Europe les a traversées depuis 1918. Mais, d'autre part, qui pourrait contester que M. Masaryk, président de la République Tchéco-Slovaque, ait raison lorsque, dans un livre récent, il affirme que la Révolution est en marche? Avant la guerre, trois grandes autocraties faisaient ombre sur l'Europe. Dans les pays démocratiques, la bourgeoisie était partout au pouvoir. Le socialisme n'était qu'un des partis d'opposition, souvent même le plus faible des partis d'opposition. Aujourd'hui, les successeurs des Romanoff, des Hohenzollern, des Habsbourg, s'appellent Kalinine, Ebert, Hainisch ou Masaryk. Les dernières monarchies, clairsemées, sont parlementaires ou subordonnées à des dictatures militaires qui déjà chancellent. Dans presque tous les pays, le socialisme accède au pouvoir, est au seuil du pouvoir, ou bien apparaît, non plus comme un des partis d'opposition, mais comme l'*opposition,* seule capable de remplacer un jour, le ou les partis conservateurs au Gouvernement. C'est le cas, par exemple, en Belgique, en Autriche, en Finlande, où les socialistes forment plus des deux cinquièmes de la représentation parlementaire. Nous les voyons, d'autre part, assumer le gouvernement en Danemark, en Suède, et, de compte à demi, avec des agrariens, en Tchéco-Slovaquie. Ils étaient de loin le parti le plus nombreux en Italie, avant le coup d'Etat de Mussolini. Ils avaient la majorité à la Constituante pan-russe. avant la dictature bolchevique. En France, leur cent députés forment la fraction la plus active de la majorité radicale-socialiste. En Angleterre, aux élections d'octobre dernier, ils ont obtenu 34 % des suffrages (au lieu de 30 % en 1923) : 5,551,000 voix travaillistes, contre 2,949,000 voix libérales, et 7,866,000 voix conservatrices. En Allemagne, où ils ont d'ailleurs perdu du terrain depuis la Révolution, les social-démocrates sont 131 (sans compter 45 communistes), contre 137 députés des partis moyens, et 176 des partis de droite. Bref, dans l'ensemble de l'Europe occidentale, la démocratie socialiste groupe, dès à présent, un grand tiers de la population, et son accession au pouvoir.

qui se présentait, en 1914, comme une hypothèse, sinon chimérique, du moins très lointaine, apparaît aujourd'hui comme une des possibilités, des probabilités même, de l'avenir le plus prochain.

En résumé, depuis dix ans, la démocratie socialiste, en Europe, a su refaire son unité internationale. Elle a trouvé, dans les faits d'après-guerre, une confirmation de ses doctrines. Elle a contraint les partis bourgeois, soit à composer avec elle, en se résignant à ses réformes, soit à se coaliser contre elle, pour lui barrer la route. Elle a connu de grands succès. Elle a subi de sérieux revers. Bref, pour reprendre le mot de Gœthe, l'évolution des travailleurs vers le pouvoir est une spirale, mais c'est une spirale ascendante.

Tout en constatant l'importance et la signification de ces résultats, il convient cependant que ceux qui voient dans le socialisme l'avenir, se gardent d'un excès d'optimisme. D'abord, ce n'est pas un fait négligeable qu'au centre même du monde capitaliste, aux Etats-Unis, le socialisme n'ait pas encore poussé de nombreuses racines et que les travailleurs n'y soient point parvenus jusqu'ici à s'organiser, sur le modèle de l'Angleterre, en un parti politique indépendant.

En second lieu, la représentation parlementaire n'est qu'un morceau de constitution, et ce serait une naïve illusion de se figurer que pour exproprier politiquement et économiquement la classe capitaliste, il suffira de conquérir peu à peu, dans tel ou tel pays, la majorité des suffrages. Ce qui est en cause, à l'heure présente, ce n'est pas la victoire d'un parti politique; c'est l'accession d'une classe à la souveraineté, c'est-à-dire une Révolution, et la Révolution la plus profonde peut-être que le monde ait connue. Cette Révolution se fera-t-elle, dans certains pays tout au moins, suivant les voies pacifiques et légales? Verrons-nous, au contraire, se multiplier les convulsions violentes qui ont marqué ses débuts dans la grande moitié de l'Europe? On doit souhaiter que la première hypothèse se vérifie. Il est malheureusement impossible d'écarter la seconde. Mais, en tout cas, les impatients, les illuminés, ceux qui croient encore à la toute-puissance de législation ou de dictature, pour faire des révolutions avant terme, ne méditeront jamais assez cette parole

de Marx : « Les travailleurs n'ont pas d'utopies toutes prêtes à introduire par décret du peuple. Ils savent bien que pour réaliser leur propre émancipation, et, en même temps, la forme plus noble vers laquelle la société actuelle se dirige par ses propres forces économiques, ils auront à traverser de longues luttes et toute une série de progrès historiques, qui transformeront les circonstances et les hommes. »

EMILE VANDERVELDE.



LE SOCIALISME BELGE EN 1925



vec la précision qui caractérise son esprit, Emile Vandervelde vient de déterminer, dans un raccourci de quinze pages, l'état actuel du socialisme international, au point de vue des doctrines

Question d'un palpitant intérêt. Le socialisme, force profonde, dont les principes peuvent encore être discutés, mais dont les réalisations sont déjà effectives, est, à l'heure présente, la grande terreur ou le grand espoir des foules.

Sept ans après la guerre, dans un monde mal remis de l'horrible blessure, le socialisme apparaît aux uns comme le nouveau cataclysme qui doit compléter celui des batailles, aux autres comme le seul remède, le seul moyen de rétablir l'équilibre d'une société qui chancelle, en donnant des marques de plus en plus évidentes de désagrégation.

Le socialisme est aujourd'hui, à cause de cela, pour beaucoup, une aspiration bien plus encore qu'une théorie économique et sociale. Une aspiration, mais qui serait basée sur des faits précis, que Vandervelde énumère : les luttes politiques se ramènent en dernière analyse à la lutte des classes; ces luttes augmentent de gravité et d'ampleur à mesure que les capitaux se concentrent et que par conséquent l'exploitation des travailleurs se développe; pour mettre fin à cette exploitation, il faut socialiser la propriété capitaliste, c'est-à-dire la propriété divorcée du travail.

Me permettrais-je d'ajouter à cette énumération deux éléments qui me paraissent d'importance capitale et dont la gravité s'est singulièrement affirmée durant ces dernières années : dans le

monde de l'après-guerre, la classe moyenne, tout particulièrement dans ses parties intellectuelles, ne peut subsister comme telle, ses intérêts s'identifient avec ceux des travailleurs manuels; et enfin, le socialisme apparaît comme le seul obstacle sérieux à de nouvelles guerres, c'est-à-dire le seul défenseur véritable d'une civilisation menacée.

A l'heure présente, ceux qui admettent ces points de faits sont socialistes ou « socialisants », selon un mot fort à la mode. En Belgique, une des plus évidentes conclusions à tirer des dernières élections législatives, est que parmi ceux-là se trouvent un nombre considérable de bourgeois moyens, d'intellectuels et de jeunes gens.

Ceux-là, le 5 avril, ont obéi à l'instinct puissant qui les poussait vers le Parti socialiste, seul parti organisé et décidé dans le chaos des désirs et des difficultés contemporaines.

Mais il ne suffit pas d'obéir à son instinct, il faut le discipliner, l'analyser, acquérir la certitude qu'il vous pousse dans une bonne voie. Il faut connaître le chemin dans lequel on s'engage, non pas seulement pour en avoir entendu parler vaguement, mais pour l'avoir exploré.

Le Parti Ouvrier arrive à une heure difficile de son histoire. Ses militants sont devant de nouvelles tâches, plus rudes encore, plus complexes surtout que celles qu'ils ont remplies durant quarante années. C'est autour du Parti Ouvrier que la classe ouvrière s'est organisée, qu'elle a pris conscience de ses droits et de ses devoirs, qu'elle a pris conscience de sa mission. Demain, c'est autour du Parti Ouvrier, axe politique, que la Belgique tout entière devra prendre conscience de ses nouveaux destins.

Pour réussir dans la grande tâche qui lui incombe, le Parti Ouvrier a besoin de rallier beaucoup de bonnes volontés, beaucoup d'intelligences, de celles-là qui sont résolues à tenter dans le domaine économique le même effort que celui qui fut accompli jadis dans le domaine politique; de celles-là qui ne tremblent point devant les formules nouvelles; de celles-là qui ne reculeront pas devant certains sacrifices.

Ces bonnes volontés existent, éparpillées dans le pays; elles sont encore hésitantes parce qu'elles sont bien souvent ignoran-

tes. C'est pour elles que les pages qui vont suivre sont écrites. En résumant le formidable et merveilleux effort accompli par le Parti socialiste depuis sa fondation, je voudrais qu'elles indiquent en même temps les possibilités d'avenir qui se trouvent en puissance au sein de la classe ouvrière, qu'elles montrent à ces intellectuels que dans tous les domaines, technique, juridique, médical, de vastes champs sont ouverts à leur activité, et qu'en mettant leurs forces au service du socialisme, ils les mettront au service d'une grande œuvre, à laquelle ils auront la fierté de collaborer, tout en se réalisant eux-mêmes.

I

L'effort politique.

Le Parti Ouvrier Belge fut fondé à Bruxelles, les 5 et 6 avril 1885, par 112 délégués, représentant 59 groupes, réunis sous la présidence de Louis Bertrand.

Il groupait, après quelques mois, 25,000 adhérents; aujourd'hui, à la suite d'une progression régulière, il en compte plus de 625,000. Ce formidable accroissement est le résultat à la fois d'un travail d'organisation intérieure, du dévouement obscur et inlassable de centaines de militants et d'une action politique qui, au cours de quarante années et à travers des circonstances parfois bien difficiles, s'est poursuivie avec une admirable continuité.

Il y a, dans l'histoire politique de la classe ouvrière, de grandes dates : 1886, l'année sanglante; 1893, la revision constitutionnelle; 1894, le premier succès électoral; 1913 et la grève générale; 1919 et la conquête du Suffrage Universel; 1925 et la grande victoire des élections législatives, qui fait du Parti Ouvrier le parti le plus puissant.

Mais ces glorieux événements ne sont que les manifestations extérieures, les résultats d'un travail constant qui maintient un contact étroit et répété entre tous les membres du Parti, entre tous les membres et tous les chefs.

Le contact permanent entre tous les membres affiliés, les réunions nombreuses, plusieurs fois par mois, au sein de l'organisation, voilà sans aucun doute ce qui caractérise d'abord le Parti Ouvrier, voilà ce qui le différencie des autres partis, voilà aussi l'un des secrets de sa force.

L'organisation administrative du Parti Ouvrier est imposante

et rationnelle; c'est une énorme pyramide, dont la base est formée par les ligues ouvrières et par les unions communales socialistes, lieu de réunion des masses, et, dont la pointe est constituée par le Conseil Général et son Bureau, où siègent les meilleurs militants.

La ligue ouvrière, une dans chaque commune un peu importante, est l'unité première. Elle a de multiples sections et sous-sections : la chorale, l'harmonie, la section féminine, la section dramatique, les groupes de jeunesse : Education physique, Comité d'Education ouvrière, Enfants du Peuple, etc., etc.

A Bruxelles et dans les grandes villes, où les plaisirs sont nombreux et variés, comparativement à des communes plus modestes, la vie des ligues ouvrières est moins intense; mais en province le Parti, pour les affiliés, c'est tout. C'est là qu'on s'instruit et c'est là qu'on s'amuse. On est enfant du peuple, jeune garde et citoyen tour à tour; à tous les âges de la vie, on reçoit l'empreinte bienfaisante de l'organisation.

A côté de la cellule politique subdivisée, il y a le syndicat, la coopérative et la mutualité. Et cette quadruple forme de l'organisation est, elle aussi, une des plus intéressantes caractéristiques du mouvement ouvrier belge.

Au-dessus de ces cellules diverses et multiples, il y a la Fédération d'arrondissement, le Comité Central des Jeunesses, le Comité d'Action Féminine, la Fédération Nationale des Conseillers communaux et provinciaux.

Il y a, enfin, les grands organismes du mouvement ouvrier la Commission Syndicale, l'Office Coopératif et l'Union Nationale des Fédérations de Mutualités Socialistes.

Organisation compliquée, administration complexe? Au contraire, tout est méthodiquement organisé et réglé. Chacun a sa tâche particulière, sa spécialité, l'effort de chacun venant harmonieusement s'unir à l'effort de tous pour le triomphe d'une cause commune.

Tout au sommet, enfin, le Conseil Général et son Bureau, dont le secrétaire, au prix d'un travail constant et d'une attention toujours en éveil, fait fonctionner, avec le minimum de grincements, les rouages de l'importante machine et parvient même encore à les améliorer, ou à en créer de nouveaux comme l'Of-

fice de Documentation, la Maison d'Edition et Librairie Nationale, le Secrétariat permanent des Femmes socialistes, le Bureau permanent des Jeunesses, ainsi que le Secrétariat permanent pour les Conseillers communaux et provinciaux.

En 1925, la force politique de cette organisation se traduit par cinq ministres dans les Conseils du Gouvernement, 78 députés, 59 sénateurs, la majorité dans deux Conseils provinciaux, la représentation dans la Députation permanente de trois autres provinces, et un nombre considérable de conseillers communaux, d'échevins et de bourgmestres.

Le mouvement ouvrier dispose actuellement de huit organes quotidiens, dont cinq de langue française: *Le Peuple, La Wallonie, Le Journal de Charleroi, L'Avenir du Borinage, Le Travail,* et trois de langue flamande : *Vooruit, De Volksgazet* et *Het Volksblad.*

La presse quotidienne ouvrière est intimement unie aux autres organisations; elle en constitue une arme importante et, d'autre part, les organisations ne lui ménagent pas le plus large appui moral et matériel.

II

L'effort syndical.

Le mouvement syndical s'est développé dans une progression moins régulière, peut-être, mais non moins impressionnante que le mouvement politique.

50,000 en 1905, les syndiqués n'étaient que 150,000 en 1914, peu nombreux somme toute. C'est sur cette organisation encore faible que la guerre s'abattit. Pendant les quatre années d'occupation, la propagande syndicale ne se fit pas, ou se fit dans de déplorables conditions : les effectifs diminuaient et les militants, non sans tristesse, voyaient disparaître les fruits de leurs patients efforts. Ils se disaient qu'après la guerre, il ne resterait rien de leur organisation et qu'il faudrait tout refaire.

Jamais prévision ne parut plus certaine, jamais prévision ne fut plus démentie.

Le travail de propagande, qui ne pouvait se faire au grand jour, se faisait obscurément, au fond des consciences; il se faisait dans des proportions fantastiques. La guerre était à peine finie que les ouvriers par milliers, par centaines de mille, accoururent dans les syndicats, si bien qu'en 1919, les 150,000 hommes de 1914 étaient plus de 600,000, qu'en 1921 ils étaient 700,000 et qu'aujourd'hui, certains tassements s'étant opérés, ils sont de nouveau environ 600,000.

Cet accroissement formidable des forces syndicales est le fait dominant, capital de l'histoire intérieure de notre pays depuis dix années; pour ne pas l'avoir vu, pour n'avoir pas encore rajusté leurs idées d'avant-guerre à cette réalité présente, bien des hommes politiques ne jouent plus qu'un rôle effacé; ils sont inquiets et désorientés, devant des événements dont

ils n'ont ni saisi le sens, ni compris l'importance. En face d'eux se dressent, comme les maîtres d'aujourd'hui et plus encore de demain, ceux-là mêmes qui s'appuient sur cette force nouvelle et qui en sont à la fois, curieusement, les produits et les inspirateurs.

Les syndicats ouvriers, organismes collectifs, ont permis à toute une série d'hommes remarquables de sortir des rangs, de s'affirmer, leur valeur augmentant en proportion même des responsabilités nouvelles qui leur incombent.

Les intellectuels qui ne les connaissent pas, qui ont quelques préventions, quelques préjugés, ont beaucoup à apprendre auprès d'eux. Ce fut le meilleur résultat du groupe universitaire d'études sociales, fondé à l'initiative de Vandervelde, que de rapprocher dans d'intéressantes discussions ceux dont les connaissances sont pratiques avant tout et ceux qui, sortis de l'Université, ont sur beaucoup de choses des connaissances théoriques très complètes et très savantes, auxquelles il ne manque que d'être confrontées avec les difficultés quotidiennes pour être fécondes.

C'est de cette alliance indispensable entre techniciens et intellectuels que dépend en grande partie l'avenir du socialisme. Rien ne doit être négligé pour qu'elle soit complète.

L'accroissement des effectifs syndicaux, au lendemain de la guerre, ne constituait que le fait brutal; il s'agissait d'organiser la force nouvelle qui venait de se révéler, d'en tirer tout le profit possible. Ce fut à cette tâche difficile que s'attelèrent les militants, coordonnant leurs efforts au sein de la Commission Syndicale.

Ce n'est point en quelques pages, qu'il y a moyen de raconter l'effort syndical par le détail; mais quelques chiffres et quelques faits relatifs à la Centrale des Métallurgistes, l'une des mieux organisée, l'une des plus puissante, l'une des plus moderne suffiront pour donner les idées générales indispensables.

La Centrale des Métallurgistes groupe actuellement plus de 100,000 membres; elle réunit les ouvriers et les techniciens de toutes les industries qui traitent des métaux.

Dans ses formes actuelles, elle est constituée par des sections provinciales, régionales et locales. Elle est dirigée par le

Comité National, le Comité Exécutif, qui a la direction de toutes les affaires courantes, et par la Commission de contrôle et d'inspection.

Le syndiqué doit payer une forte cotisation hebdomadaire. Les femmes et les hommes de moins de 18 ans payent 2 francs; les hommes de 18 à 21 ans, ainsi que les manœuvres de plus de 18 ans, 3 fr. 50; les ouvriers qualifiés et les spécialistes de plus de 18 ans, 4 francs. Les bons membres, dans l'intention de consolider l'encaisse de grève, payent 5 francs.

Cela permet au Syndicat des Métallurgistes d'avoir à sa disposition un budget considérable, dont l'examen est des plus significatifs; on y relève les multiples activités d'une organisation telle que celle-là et notamment les nombreuses marques de solidarité qu'elle ne cesse de prodiguer.

Voici quelques exemples au point de vue international :

Depuis 1920, les Métallurgistes ont donné 9,868.25 fr. aux affamés de Vienne; 10,000 francs aux Métallurgistes du Grand-Duché; 150,250 francs aux Métallurgistes anglais, victimes d'un lock-out; 25,000 francs aux affamés de Russie; 40.000 francs au Secrétariat International des Métallurgistes; 5,000 francs aux Métallurgistes hongrois; 5,000 francs aux Métallurgistes de Leipzig; 10,000 francs en faveur de la campagne « Contre la Guerre »; 50,000 francs aux organisations allemandes, atteintes par la dévalorisation de leur devise monétaire; 5,000 francs aux Métallurgistes de Roumanie; 10,000 francs en faveur des grévistes de Bombay.

Enfin, voici quelques chiffres quant aux organismes et œuvres nationales : 50,000 francs aux ouvriers du Textile de Verviers, victimes d'un lock-out; 75,000 francs en faveur du fonds de propagande électorale, pour 1925; 30,000 francs aux Mineurs lock-outés; 10,000 francs aux victimes de la catastrophe de Couillet; 1,200 francs pour les frais d'entretien du Secrétariat ouvrier dans le Limbourg; 5,000 francs pour la colonie de vacances de la Mutualité Socialiste; 1,000 francs pour les fêtes de la Jeunesse Socialiste à Anvers; 15,000 francs par an pour le minerval des élèves à l'Ecole Ouvrière Supérieure; 20,000 francs pour l'Eglantine, la Maison d'édition du Parti Ouvrier.

De tels chiffres se passent de commentaires; ils indiquent

suffisamment quelles sont les préoccupations sociales, morales et intellectuelles de cette belle organisation.

Mais ce n'est pas seulement par leur puissance financière que de tels organismes méritent d'être étudiés, c'est aussi naturellement pour ce qu'ils représentent d'avantages pour les ouvriers dans la lutte quotidienne. C'est ainsi que le secrétaire de la section brabançonne possède dans son bureau le dossier de chaque entreprise, avec le bilan, les statuts, et tous les renseignements fournis par le délégué du syndicat sur ce qui se passe à l'usine; les commandes en cours, le régime du travail et la mentalité des directeurs.

Aussi, quand un secrétaire du Brabant ou un de ses collègues, armés comme lui, discute avec le patron, lutte-il presque d'égal à égal. Ce ne sont plus les ouvriers de jadis, ignorants et timides, qui se présentent; ce ne sont plus ceux-là que l'on renvoyait avec une vague promesse ou que l'on trompait avec un faux renseignement. Ce sont des hommes avec qui il faut compter, qui savent discuter, répondre, argumenter et poser leurs revendications sur des bases solides.

Avec quelques différences dans le détail, mais avec le même esprit et généralement les mêmes principes, on trouve des organisations semblables à celle des Métallurgistes, chez les Mineurs, chez les Travailleurs du Bâtiment, chez les Travailleurs de la Pierre, chez ceux du Textile, au Syndicat des Cheminots et aux Services publics.

Et c'est ainsi que va se développant, s'organisant, se perfectionnant sans cesse, cette organisation syndicale, pillier de l'action ouvrière. Sa place dans la société devient chaque jour plus importante. Elle est aujourd'hui le grand espoir de la démocratie socialiste, car c'est d'elle, de son attitude en face des grands problèmes qui se posent, que dépend en grande partie la transformation lente ou brusque de nos institutions économiques et sociales.

III

L'effort coopératif.

De toutes les formes de l'activité ouvrière, l'action coopérative est peut-être celle où les réalisations, les résultats pratiques sont les plus étonnants. Que la classe ouvrière ait trouvé dans son sein des tribuns pour traduire ses espoirs, des organisateurs pour la grouper dans les syndicats, cela se conçoit; mais que, sans préparation spéciale, elle ait pu faire sortir d'elle-même des capitaines d'industrie, dont l'énergie, la volonté, le sens pratique, l'infatigable audace remplacent les fortes études et les traditions, voilà le miracle.

La « Maison du Peuple » de Bruxelles, le « Vooruit » de Gand, le « Progrès de Jolimont », l'« Avenir du Centre », la « Concorde » de Roux, l'« Union des Coopérateurs de Charleroi », l'« Union des Coopérateurs du Tournaisis », les « Magasins Généraux » de Philippeville, l'« Union Coopérative de Liége », celle d'Anvers, et quantité d'autres sociétés attestent l'effort accompli.

Au milieu de tous ces efforts, il en est cependant un qui les domine, un qui tient plus de la légende que de l'histoire, celui accompli par les ouvriers gantois et leur chef étonnant : Edouard Anseele.

L'exemple de cet homme est un des plus beaux qui soit, et dans l'avenir, quand on écrira encore des biographies d'hommes illustres pour servir d'exemple et d'encouragement, on choisira la sienne, d'où se dégagera une magnifique leçon d'énergie.

L'histoire du « Vooruit » a été faite (Avanti : *Een terugblik*, Gand, 1908); je veux me borner à citer quelques détails qui permettront d'entrevoir et de juger l'ensemble.

Il existait à Gand, depuis 1876, une société coopérative, « De Vrije Bakker »; Van Beveren et Anseele lui donnèrent toute sa valeur en la rattachant à l'ensemble du mouvement ouvrier.

Les débuts furent modestes : 272 membres. Premier bilan semestriel : 62,601 francs de recettes, 54,037 francs de dépenses, 8,264 francs de bénéfices.

Mais le travail est constant. En 1906, le « Vooruit » compte 7,419 membres, fait un important commerce de charbon, possède trois magasins de confections, quatre magasins de chaussures, seize épiceries, six pharmacies, deux buffets froids dans ses locaux du Marché-du-Vendredi et de la rue des Baguettes, une boulangerie qui fabrique plus de quatorze cent mille pains.

Dès ce moment, Anseele, l'animateur audacieux, se lance dans la grande production; il achète pour le compte du «Vooruit» un tissage et depuis n'a cessé de développer cette branche de son activité.

Aujourd'hui, le « Vooruit » et sa banque, « La Banque Belge du Travail », dirigent, contrôlent ou participent à un important tissage aux environs d'Alost, à une bonneterie à Wetteren, aux Filatures et Tissages Réunis à Gand, à une filature à Braine-le-Château, à un tissage à Thourout, à une fabrique de chicorée, à une imprimerie, à une fonderie, à une poêlerie, à une société de construction à Gand et à un armement de pêche à Ostende.

Enfin, le vieux, le glorieux «Vooruit» est devenu un immense et splendide palais, où l'on fait par an pour plus de 33 millions d'affaires.

Voilà l'œuvre d'une classe guidée par un homme d'élite.

Si les réalisations gantoises dominent, il en est d'aures qui ne sont pourtant point à dédaigner, et l'effort des coopérateurs bruxellois, du Borinage, de Charleroi, du Tournaisis, de Thuin-Dinant-Philippeville ou de Liége a permis la création de plusieurs œuvres intéressantes.

L'Union Coopérative de Liége, toute jeune encore, puisqu'elle fut légalement créée le 22 mai 1918, paraît bien devoir prendre avant peu une place tout à fait prépondérante, car, dirigée par

quelques hommes hardis, tous anciens ouvriers, elle s'est lancée audacieusement dans le domaine de la production, où elle réalise à la fois de grosses affaires et de jolis bénéfices en restant absolument fidèle aux principes coopératifs.

La progression du chiffre d'affaires marque bien la prospérité croissante : près de 19 millions en 1919, avec 174 magasins; plus de 156 millions en 1925, avec 255 magasins ordinaires et 14 magasins spéciaux.

L'Union Coopérative de Liége possède 14 boulangeries, une fabrique de pain d'épices, une pâtisserie quatre centres de découpe et de préparation de viande de boucherie et de charcuterie, 89 Maisons du Peuple, dont la plupart ont une salle de spectacle; deux moulins à orge; une usine de torréfaction de café vert; une chapellerie; une fabrique pour la préparation du tabac; une siroperie, une confiturerie, une fabrique de conserves de fruits et de légumes, une moutarderie, une chocolaterie, une confiserie, une fabrique de margarine, une savonnerie, une ciragerie, une fabrique de chaussures. Le personnel comprend 2,251 personnes.

De même que dans les autres coopératives du pays, le personnel et les coopérateurs jouissent de nombreux avantages : Fonds de secours aux membres malades et blessés; fonds de réassurance; fonds de la layette; caisse de décès; caisse des veuves et orphelins; fonds de pension aux vieux coopérateurs. Ces œuvres ont distribué, pour l'exercice 1924-1925, plus de 1 million 500,000 francs aux ayants droit.

L'Union Coopérative compte près de 65,000 membres, soit environ 250,000 personnes à approvisionner.

L'Union des Coopératives du Centre, du Borinage et du Brabant wallon, dont les audaces, dans le domaine de la production, sont grandes, rayonne, d'une manière chaque jour plus intense, sur toute une région.

L'Union des Coopératives groupe plus de 30,000 familles et possède : à Rœulx, une source d'eau minérale et une usine pour la mise en bouteilles des eaux et limonades; à Mons, une savonnerie; à Braine-le-Comte, une fabrique de pain d'épices et de pâtes alimentaires; à Quenast, un atelier de confections; à Tubize, une boulangerie et une pâtisserie; à Soignies, une boulan-

gerie et une brasserie; à Jemappes, une boulangerie; à Cuesmes, une pâtisserie; à Ecaussinnes, une boulangerie et une brasserie; à Eugies, une saboterie mécanique tout à fait perfectionnée; à La Louvière, un atelier de confections ouvrières.

Les chiffres sont impressionnants : 300,000 francs d'affaires en 1913; plus de 42 millions pour l'exercice 1924-1925. L'accroissement constant qui, depuis quelques années, se précipite d'une façon extraordinaire, permet d'avoir confiance dans l'avenir.

La *Maison du Peuple* de Bruxelles, suffisamment connue de tous, possède 4 boulangeries, 12 cafés, 63 magasins d'épiceries, 4 magasins d'aunages, de bonneterie et de chaussures, 1 pâtisserie, 1 magasin de charbon. Le montant total des ventes a atteint,pour l'exercice 1924-1925, la somme de 38,612,277.92 fr.

Les *Magasins Généraux* de Philippeville étendent leur action sur les arrondissements de Thuin et de Dinant-Philippeville. Au 1er juillet 1925, il existait 5 sièges-boulangeries, 71 succursales, dont 9 Maisons du Peuple. Le chiffre total des ventes s'élève à plus de 18 millions.

Les deux organismes centraux du mouvement coopératif sont : la Fédération des Sociétés Coopératives et l'Office Coopératif Belge.

La première est le magasin de gros et a son siège à Anvers. Elle a fait pour plus de 136 millions d'affaires en 1925. De plus, elle possède, à Leuze, une fabrique de bonneteries, « Le Bonnet Rouge », et compte plus de 74 sociétés associées. Le second est l'Union Coopérative Nationale et a son siège à Bruxelles.

La Fédération des Sociétés Coopératives fut créée en 1900. Elle comprenait, outre une Chambre Commerciale, une Chambre Consultative qui, dans la suite, devint l'Office Coopératif.

L'Office est chargé de l'organisation des congrès annuels, de diriger la propagande dans tout le pays, d'orienter la politique coopérative et d'indiquer les meilleures méthodes d'organisation et d'administration. Il publie, depuis 1900, un journal bimensuel : *La Coopération Belge ;* il édite fréquemment des brochures et des tracts.

Depuis 1920, l'*Office Coopératif* a été constitué en société coopérative distincte de la Fédération.

En 1924, pour des raisons fiscales et financières, l'*Office Coopératif Belge* s'est subdivisé en deux sociétés, l'une poursuivant, sous la forme d'association sans but lucratif, des objets éducatifs et moraux, et l'autre, sous forme de société coopérative, prit le caractère commercial, sous le nom d'*Office Coopératif Technique* : vente d'ameublement de bureau, de machines, de papeterie et librairie (vente de livres traitant spécialement la technique du commerce, la comptabilité, etc.).

* * *

Deux organismes méritent encore une mention toute spéciale; ce sont le « Comptoir de Dépôts et de Prêts » et la « Prévoyance Sociale ».

Le « Comptoir de Dépôts et de Prêts » fut créé en 1919. Ainsi que son titre l'indique, cette société coopérative de banque s'occupe indistinctement de toutes les opérations bancaires. Fondé par la volonté des grands organismes ouvriers, placé sous le contrôle et administré par les représentants les plus autorisés de toutes les formes d'action du prolétariat organisé, il constitue une des phases de l'organisation économique des travailleurs.

Le « Comptoir de Dépôts et de Prêts » avait reçu en dépôt, au 30 septembre dernier, plus de 23 millions et avait accordé des ouvertures de crédit pour plus de 8 millions, exclusivement aux œuvres coopératives, syndicales et mutualistes du Parti.

La «Prévoyance Sociale» est une société coopérative d'assurances et de réassurances de toutes espèces, tant en Belgique qu'à l'étranger. Son capital social, s'élevant à 3,184,800 francs, est souscrit par des coopératives et des syndicats,et le placement de ses fonds se fait dans les œuvres du Parti. Les bénéfices qu'elle réalise retournent directement aux organisations ouvrières et elle accorde des subsides à de nombreuses œuvres socialistes. Il suffira, pour se rendre compte de l'importance qu'elle a su acquérir, de citer quelques chiffres. Au 30 novembre dernier, la « Prévoyance Sociale » avait encaissé, en un an, en assurances-vie, 8,250,040.60 fr.; en assurances-incendie, 2,193,573.65 fr. (chiffres correspondant aux primes fixes des

polices en portefeuille). En assurances-accidents, primes variables, il a été encaissé, du 1er janvier au 30 novembre 1925, 1,649,894.77 fr.

Prodigieusement intéressant en lui-même, ce vaste effort des coopérateurs ne prend toutefois toute son importance que lorsque l'on songe à ce qu'il représente dans le mouvement ouvrier envisagé dans son ensemble; à la puissance financière qu'il procure au Parti Ouvrier, et plus encore aux hommes qu'il permet de former, et qui peu à peu dans les œuvres créées deviennent des industriels ou des commerçants, mettant au service de leur classe les connaissances nouvelles et précieuses qu'ils ne cessent d'acquérir.

IV

L'effort mutualiste.

Et voilà qu'en commençant ce nouveau chapitre, je suis pris d'un doute; j'ai écrit que l'effort coopératif de ces dernières années était celui qui avait donné les résultats les plus intéressants.

N'ai-je pas été injuste pour l'effort mutualiste? Plutôt que de trancher moi-même cette épineuse question, j'en laisserai le lecteur seul juge.

Les mutualités socialistes ont subi une évolution semblable à celle des autres œuvres dirigées par des membres de la classe ouvrière. D'abord des mutualités locales, plus tard des fédérations régionales, et enfin, en 1909, la concentration et l'unification des efforts au sein de l'Union des Mutualités.

Les mutualités socialistes se sont appliquées, surtout depuis la guerre, à lutter contre les maladies en s'inspirant des procédés les plus modernes et les plus efficaces; là comme dans bien d'autres domaines, la classe ouvrière donne l'exemple, aidée, assistée des conseils de toute une pléiade de médecins dévoués et novateurs.

Les mutualités socialistes ont créé dans le pays des cliniques ou des polycliniques, simples, modestes, mais modèles. L'institut de Seraing, la polyclinique de La Hestre, l'hôpital de Charleroi, la clinique de la rue Philippe-de-Champagne, à Bruxelles, en sont les plus parfaites.

De telles œuvres coûtent cher. Le nouvel hôpital de Seraing a nécessité une dépense de plus de 2 millions. Sans doute, les mutualistes furent aidés dans leur effort par la province et les communes, mais c'est malgré tout grâce à leur épargne journalière et constante que l'œuvre fut réalisée.

A Bruxelles, les sacrifices consentis par les mutualistes socialistes sont sérieux; suivant les catégories, ils paient de 70 centimes à 1.40 fr. par semaine. De plus, les membres non syndicables paient un droit d'entrée variant de 2 à 25 francs. Mais ces cotisations donnent droit à de multiples avantages : une indemnité de 2.50 fr. à 5 francs par jour, selon les catégories, durant les six premiers mois de maladie, une indemnité de 1.50 fr. à 3 francs par jour durant les mois suivants, jusqu'à guérison complète, 65 ans, ou décès; une indemnité de 25 francs, plus les subsides des pouvoirs publics, en cas d'accouchement; une indemnité de 75 ou de 100 francs en cas de décès, pour couvrir les frais de funérailles; enfin et surtout, les mutualistes ont droit aux services médicaux et pharmaceutiques gratuits, basés sur le libre choix du médecin. La mutualité rembourse, pour la consultation au cabinet du médecin, ou pour la visite de ce dernier chez le malade, 2, 4 ou 6 francs, et pour la visite de nuit, 9 fr. De plus, toute la famille a droit aux avantages des caisses de tuberculose et de convalescence.

Les résultats d'une telle organisation ne sont pas appréciables par des chiffres, mais il n'est pas éxagéré de prétendre que les mutualités aident à sauver chaque année un nombre considérable de vies humaines et que par là leur rôle social est immense.

Non moins intéressante est l'œuvre réalisée par l'organisme central, l'Union des Mutualités Socialistes, dont le secrétaire, voyant grand et voyant juste, s'est attaqué plus spécialement encore à la lutte contre la tuberculose et a fondé l'œuvre de la Maison des Mutualistes et la Caisse Nationale contre la Tuberculose, qui se complètent.

La Maison des Mutualistes, société coopérative, dont les capitaux dépassent 900,000 francs, a pour but d'acheter et d'organiser des maisons de convalescence, où petits et grands trouvent bon air, repos et plaisirs.

Les réalisations sont déjà magnifiques. L'Union Nationale a acquis un hôtel à Heyst, au bord de la mer, et le superbe domaine de Tribomont, près de Verviers. Dans l'hôtel de Heyst, il y a place pour 150 personnes; pendant la saison d'été, l'Union des Mutualités y organise une colonie de vacances et, outre les enfants, on y reçoit des pensionnaires.

Tribomont, dont le corps de logis est plus petit, est par contre situé dans un parc magnifique, où les enfants peuvent jouer sans danger, où les convalescents peuvent se reposer tout à leur aise.

La Caisse Nationale contre la Tuberculose fut créée par l'Union des Mutualités Socialistes, en 1922. Le but de l'œuvre est de mener la lutte contre la tuberculose. Et la lutte est menée sans répit, par les moyens les plus divers : organisation systématique de l'éducation des mutualistes et de leur famille en matière de prophylaxie de la tuberculose; création d'un service permanent permettant d'envoyer dans un préventorium, à la mer ou à la campagne, les mutualistes menacés par la tuberculose; octroi d'indemnités permettant aux mutualistes de changer de métier pour éviter ou guérir la tuberculose; octroi d'indemnités permettant des cures de suralimentation à domicile; création d'un service permanent qui permet d'envoyer le tuberculeux dans le sanatorium qui convient le mieux à son état.

Mais les efforts des mutualistes socialistes ne s'arrêtent point là et leur œuvre ne leur paraît pas encore complète; ils s'apprêtent à faire pour la lutte contre le cancer, ce qu'ils ont déjà fait dans la lutte contre la tuberculose, et ainsi les mutualités socialistes se placent délibérément au premier rang des grands organismes d'intérêts sociaux. Dirigées comme la plupart des grandes coopératives, par des hommes dont l'ambition est de mettre sur pied des œuvres modèles, des hommes qui ne sont arrêtés par aucun préjugé, par aucun parti pris, qui ne sont point guidés par l'esprit de lucre, mais par un puissant et réconfortant esprit de solidarité, il est certain que les mutualités socialistes sont appelées à rendre d'immenses services à la classe ouvrière, d'abord, et, par la suite, à la société tout entière, qui trouvera dans ces réalisations des modèles qu'elle sera heureuse d'imiter et de généraliser.

V

L'effort intellectuel.

Efforts politique, syndical, coopératif, mutualiste, tous convergent vers le même but : la libération d'une classe; tous ont pour but l'amélioration du sort matériel des travailleurs; ils sont couronnés par le grand et pur effort d'émancipation intellectuelle, car il faut à la fois échapper aux servitudes économiques et à celles de l'ignorance. Cette vérité, le Parti Socialiste l'a parfaitement comprise, et ce sont ou des calomniateurs, ou des gens mal renseignés, ceux-là qui disent que le Parti Ouvrier s'entend seulement à combler les convoitises matérielles de ses adeptes; ceux-là ignorent donc et la Centrale d'Education Ouvrière et l'Ecole Ouvrière Supérieure.

La Centrale d'Education Ouvrière a pour but d'organiser et de coordonner l'activité de toutes les œuvres d'éducation prolétarienne. J'ai sous les yeux son programme pour 1925-1926. Plus de 100 conférenciers ou professeurs se sont mis à sa disposition. Des militants socialistes, des médecins, des ingénieurs, des avocats, des architectes, des membres du corps enseignant iront cet hiver, dans tous les coins du pays, collaborer à cette grande œuvre. Ils parleront sur une multitude de sujets.

La Centrale d'Education organise trois sortes de séances, suivant le public auquel elles s'adressent; il y a les cours qui seront donnés devant des groupes restreints d'élèves, 15 ou 20 tout au plus, jeunes gens et jeunes filles, ayant plus que les autres le désir d'apprendre, ayant déjà quelque culture; les conférences d'extension socialiste, qui seront données devant de grands auditoires, plusieurs centaines de personnes quelquefois, et, enfin.

les conférences pour cercles d'études, catégorie intermédiaire entre ces deux extrêmes.

Les organisations locales (Comités locaux d'Education Ouvrière) — il y en a une dans chaque commune un tant soit peu importante — n'auront vraiment pour l'élaboration de leur programme que l'embarras du choix.

Si elles désirent organiser des cours, elles pourront demander que soit expliqué à leurs élèves tout ce qui peut intéresser des socialistes : l'histoire du mouvement ouvrier, l'action syndicale, l'action coopérative, les assurances sociales, le marxisme, les doctrines économiques, la législation du travail, le contrôle ouvrier, l'histoire économique de la Belgique et bien d'autres choses encore.

Tous ces sujets sont donnés dans un ensemble de trois à dix conférences; et cet enseignement est vraiment fécond. Le professeur prend contact avec ses élèves, il les interroge, répond à leurs questions, discute avec eux, pénètre leur intelligence et bien souvent retire lui-même les meilleurs avantages de ces entretiens.

Ceux pour qui cet enseignement est trop difficile, mais qui veulent cependant faire quelque chose, organisent des conférences. Pendant les longues soirées d'hiver, après le travail, dans les vastes Maisons du Peuple, les socialistes se réunissent pour se distraire, mais l'effort de l'organisation ouvrière ne s'arrête jamais; même sur le plaisir, la part de la propagande est prise, et le conférencier est là qui parle, qui tâche d'instruire ou tout au moins d'éveiller le désir d'apprendre. Dans ces réunions, tous les sujets peuvent être traités, l'hygiène, l'éducation, l'histoire, le socialisme, la littérature, l'art, la géographie. Ce qu'il y a de plus remarquable dans ces réunions, c'est l'attention avec laquelle ces grands auditoires écoutent l'orateur; les femmes et même les enfants restent silencieux, l'esprit tendu, et témoignent de cette soif d'instruction qui se manifeste dans presque tous les milieux socialistes, mais plus que partout ailleurs à l'Ecole Ouvrière Supérieure.

L'Ecole Ouvrière Supérieure fut fondée peu de temps après l'armistice, à cette époque où les organisations socialistes et plus spécialement les organisations syndicales venaient de se déve-

lopper formidablement, où les cadres se trouvaient débordés, où les militants, même les plus actifs, ne suffisaient plus à leur tâche, où la nécessité de leur adjoindre des éléments nouveaux se faisait vivement sentir.

Avec l'aide des grandes organisations, pour 500,000 francs, une belle maison de campagne à la lisière de la forêt, au Vivier-d'Oie, fut achetée; elle est entourée de 5 hectares de terre.

Là se rassemblent, chaque année, pour dix mois d'études, 25 à 30 jeunes gens ou jeunes filles, délégués par leur organisation, choisis parmi les meilleurs éléments, qui viennent acquérir cette science, richesse précieuse entre toute, arme dont personne ne peut se passer et qui leur permettra de lutter bien plus efficacement pour le triomphe de leurs idées.

Chaque année, l'Ecole Ouvrière Supérieure s'améliore; les premières difficultés sont vaincues, l'expérience permet de corriger les défauts du début, les méthodes se perfectionnent et les élèves, par leurs remarques, faites en toute liberté, ne sont pas les derniers à contribuer à ces progrès.

On enseigne à l'Ecole Ouvrière Supérieure tout ce qu'un militant socialiste doit connaître : on y donne des cours de perfectionnement généraux : français, histoire, géographie, et puis tous les cours qui se rapportent à l'action ouvrière et, entre autres, l'économie politique, l'histoire des doctrines économiques, le droit ouvrier, l'action syndicale, l'action coopérative. L'on enseigne trop de choses peut-être; en dix mois, l'on essaye de faire le plus possible et, malgré les difficultés, l'on obtient des résultats qui ne seraient pas obtenus ailleurs, tant l'ardeur au travail, l'émulation, la soif d'apprendre sont grandes.

Les petits incidents de la vie sont quelquefois plus significatifs que les grands événements et exercent sur l'âme et le cœur une plus grande influence. Je n'oublierai jamais ces trois jeunes gens, assis sur un banc à l'ombre des grands arbres, une après-midi de l'été passé. Les cours étaient terminés; l'heure de se séparer approchait; ils allaient retourner à leur dur métier, et leurs propos étaient plein d'une mélancolique grandeur. Ah ! sans doute, le travail manuel ne les effrayait pas; ils le connaissaient depuis longtemps, mais depuis dix mois des horizons nouveaux, insoupçonnés, s'étaient ouverts devant eux; ils avaient goûté les

joies profondes du développement intellectuel; ils sentaient en eux tout le bien que leur avaient fait les heures qu'ils venaient de passer : ils auraient voulu continuer, continuer à s'instruire.

Ah ! qu'elle était touchante, cette noble aspiration, et combien je la médite souvent depuis. Sans doute, le socialisme va chercher ses fondements dans la critique du système économique présent; sans doute a-t-il une base que l'on peut qualifier de matérielle. Mais en vérité, il est pour ceux qui le connaissent, comme ces arbres puissants dont les racines plongent dans les noires réalités de la terre, tandis que les hautes branches, dans un élan continuel, se rapprochent des étoiles

Conclusions.

Ces quelques pages ont-elles atteint leur but? Donnent-elles de l'organisation des travailleurs belges une juste idée? En les relisant, j'en doute un peu. Pour comprendre cet effort d'émancipation, pour en sentir la grandeur et la force, il faut y participer. Si j'avais quelque autorité, je dirais à tous les jeunes intellectuels belges que je connais, que je sais hésitants, désemparés, cherchant une doctrine d'abord, ensuite une œuvre à laquelle ils pourraient collaborer tout en laissant s'épanouir leur personnalité, et où ils trouveraient le plein emploi de toutes leurs facultés, à tous ceux-là je dirais : Allez au P. O. B.

Le socialisme a besoin de vous, mais vous avez besoin de lui. Dans le désordre contemporain, seul, il est organisé; au milieu des partis qui luttent au hasard, sans direction et sans but, il fraye son chemin, lentement mais avec une impressionnante continuité; au milieu des partis qui sont purement politiques, dont l'activité se limite à quelques manifestations oratoires à la veille des consultations électorales, il est celui pour qui la politique est une œuvre bien plus noble, une œuvre de tous les jours, une œuvre sociale, économique, intellectuelle. Il s'appuye sur des

masses considérables, dont les progrès sont merveilleux, sans doute, mais dont les puissances d'avenir sont bien plus grandes encore.

Eveiller, discipliner, coordonner les puissances d'avenir, voilà la tâche qu'il s'est donnée, voilà l'œuvre à laquelle vous pouvez collaborer, jeunes médecins, jeunes avocats, jeunes ingénieurs. Dès maintenant, dans ce monde grouillant d'activité, de projets audacieux, des coopératives, des syndicats, des mutualités, des œuvres d'éducation, votre place est marquée. Par milliers, obscurément, aux dernières élections législatives, vous avez témoigné de votre sympathie. Mais ce geste-là est incomplet; il faut autre chose et mieux qu'un vague consentement; il faut l'apport d'une activité nouvelle.

Triomphez de vos derniers préjugés, suivez votre instinct et mettez d'accord vos sentiments, votre raison et vos actes.

P.-H. SPAAK.

N. B. — Il convient de signaler que le citoyen Emile Vandervelde a écrit sur le mouvement ouvrier belge un grand ouvrage que nous signalons aux travailleurs intellectuels. Il est intitulé : *Vers la Souveraineté du Travail. — Le Parti Ouvrier Belge, 1885-1925.* — Editions « L'Eglantine », Bruxelles, 1925. — Prix : 20 francs.

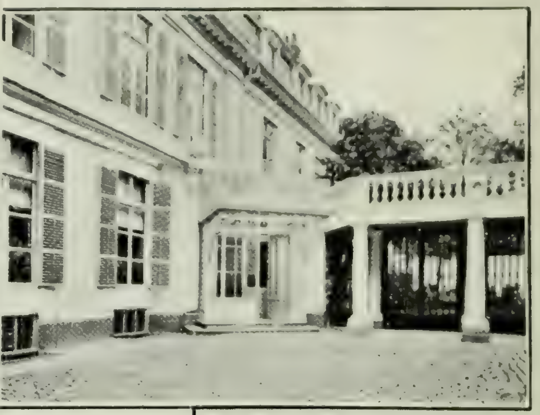


*Quelques-unes
des Œuvres Ouvrières
les plus connues*

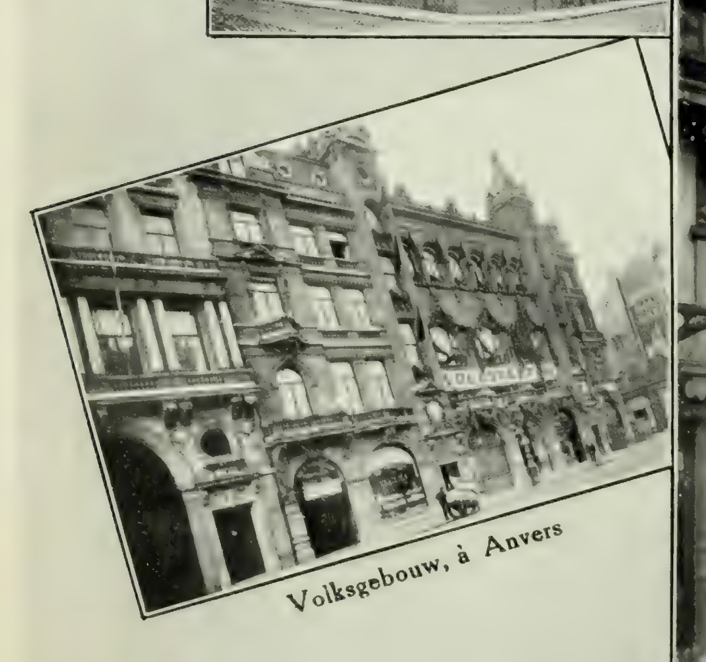


Société Coopérative d'Assurances
La Prévoyance Sociale
siège social à Bruxelles

La Société Coopérative
d'Assurances
Prévoyance Sociale
(Siège de Lille)



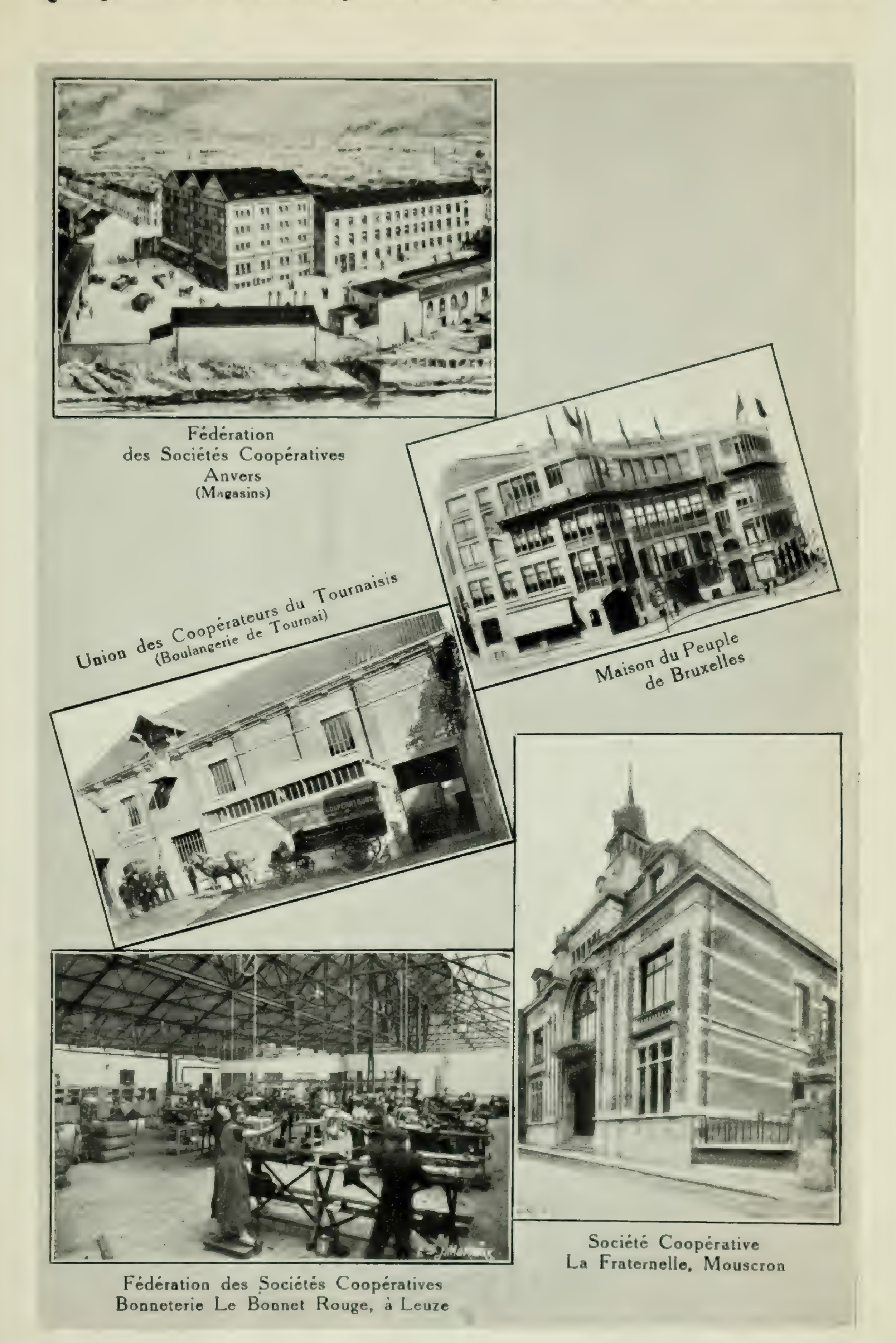
La Société Coopérative
d'Assurances
Prévoyance Sociale
(Siège de Lille)



Volksgebouw, à Anvers

Comptoir de Dépôts et de Prêts
société coopérative, à Bruxelles

Quelques-unes de nos Coopératives de production et de consommation



Fédération
des Sociétés Coopératives
Anvers
(Magasins)

Union des Coopérateurs du Tournaisis
(Boulangerie de Tournai)

Maison du Peuple
de Bruxelles

Société Coopérative
La Fraternelle, Mouscron

Fédération des Sociétés Coopératives
Bonneterie Le Bonnet Rouge, à Leuze

Quelques-unes de nos Coopératives de production et de consommation



Quelques-unes de nos Coopératives de production et de consommation



Chapellerie de Glons

Usines de Micheroux

Maison du Peuple de Verviers

Magasins de Chênée

Maison du Peuple d'Ouffet

Maison du Peuple de Poulseur (en construction)

Le "Vooruit" de Gand avec quelques-unes de ses réalisations



Façade arrière du Nouveau Palais des Fêtes du *Vooruit*

Ons Huis
Marché-du-Vendredi
Siège des organisations socialistes

Grands Magasins du *Vooruit*
Marché-du-Vendredi

Façade principale du Nouveau Palais des Fêtes du *Vooruit*

Magasin central et Fabrique de cigares

Linière des Tissages et Filatures Réunis (à droite le Château du *Vooruit*)

La Brasserie du *Vooruit*

Boulangerie, Pâtisserie et Magasin de Charbon

Le "Vooruit" de Gand avec quelques ...



Banque Belge du Travail, Gand

Filatures et Tissages Réunis, Gand

Filatures et Tissages Réunis, Gand

Fonderies et Constructions mécaniques, Gand

Fabrique de Bonneterie V. Ameye à Wetteren

Nouvelle Linière du Canal, Gand

Cotonnière de Braine-le-Château (château, bureaux et usine)

Le " Vooruit " de Gand avec quelques-unes de ses réalisations

Cotonnière de Braine-le-Château
(Métiers à retordre)

Armements Ostendais
(Départ du *Jean-Volders* pour la pêche)

Briqueterie et Tuilerie silico-calcaire
à Coxyde-s/Mer

Textile des Flandres
(Salle de préparation)

Armements Ostendais
(Vente du poisson à la Minque)

Tissage de Gentbrugge



Clinique de Bruges

Clinique César De Paepe
Bruxelles

Polyclinique d'Ath

Maison des Mutualistes
Tribomont

Maison des Mutualistes
Heyst-s/Mer

Quelques œuvres mutualistes



Clinique principale Anvers

Annexe de la Clinique de La Hestre

Nouvelle Polyclinique de Liége

Polyclinique de Charleroi

Clinique de Seraing (Façade latérale)

Institut Médico-Chirurgical Tournai

Les journaux officiels du P O. B.



Le *Peuple*, rue des Sables, 35. Bruxelles

La Wallonie, rue de la Régence, 53
Liége

Le *Vooruit*, rue Liévin-Dewinne, 22
Gand

Volksgazet, rue Somers, 20-22
Anvers

L'École Ouvrière Supérieure d'Uccle



Leçon en plein air devant le Pavillon des femmes

Bâtiment principal

L'Annexe